

**MINISTERE DE L'ELEVAGE
ET DE LA PECHE**

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple- Un But- Une Foi

SECRETARIAT GENERAL

**INTERVENTION DE MADAME LE MINISTRE DE L'ELEVAGE ET DE
LA PECHE DU MALI, MADAME DIANE MARIAME KONE,
A LA 38^{ème} CONFERENCE DE LA FAO
(DU 15 AU 22 JUIN 2013)**

Rome, le 17 juin 2013

- Monsieur le Directeur Général de la FAO ;
- Mesdames et Messieurs les Ministres, Chefs des délégations des pays membres de la FAO ;
- Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs des pays membres accrédités auprès de la FAO ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires Techniques et Financiers de la FAO ;
- Mesdames et Messieurs.

C'est pour moi un honneur et un agréable devoir de prendre la parole du haut de cette auguste tribune au nom de mon pays, le Mali. Je sais que l'évocation du nom du Mali éveille en chacun et chacune d'entre vous un certain sentiment, vu ce que ce pays subit depuis plus d'une année. C'est aussi pour moi l'occasion, en ma qualité de chef de la délégation du Mali, de magnifier la solidarité internationale, multiforme dont mon pays est l'objet. Grâce à cette solidarité notre cher pays se remet petit à petit et s'investit résolument pour son développement.

Au Mali, pays à vocation principalement agro-pastorale, le secteur du développement rural a payé un lourd tribut de la rébellion et des actions des différents groupes terroristes qui ont occupé une bonne partie du pays (2/3), imposant aux populations, en majorité rurale, (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et exploitants forestiers) des règles et des systèmes de vie contraignants ne leur permettant plus d'exercer leurs activités de production et de commerce traditionnels. Il s'en est suivi une désarticulation et une désorganisation de toutes les activités de développement rural dans les zones occupées. Ainsi les rizières ont été abandonnées ou faiblement exploitées, les troupeaux transhumants ont déserté leurs zones de pâturages ou se sont réfugié dans les pays voisins limitrophes, les pêcheurs ont fui les eaux riches en poissons de la boucle du fleuve Niger.

Mesdames, Messieurs,

La présente session de la Conférence de la FAO, est pour nous l'occasion de rappeler que le Mali est un pays sahélien enclavé où l'Agriculture est soumise à de multiples contraintes naturelles de développement et de sécurité alimentaire, contraintes aggravées par ce qui s'y passe depuis Janvier 2012.

Ces contraintes sont entre autres :

- la forte vulnérabilité aux aléas climatiques et aux risques majeurs (sanitaires, déprédateurs, épizooties, feux de brousse)
- la faible performance des exploitations agricoles et animales
- le faible niveau d’alphabétisation des producteurs
- la maîtrise insuffisante des problèmes environnementaux.

Face à la situation aggravée par les événements de mars 2012, le gouvernement du Mali sollicite une intervention accrue de la FAO qui a été toujours aux côtés de notre pays.

Les axes prioritaires définis pour l’intervention de la FAO sont :

- l’appui à la campagne agricole 2013-2014 qui vient d’être lancée le samedi 15 juin. Cette campagne est soutenue par la FAO, mais doit être renforcée par la prise en charge de fonds additionnels par l’acquisition des intrants agricoles et de motopompes en grande partie détruits lors des attaques des groupes armés et par l’appui technique de la FAO pour la réalisation des aménagements ;
- l’appui à la reconstruction du cheptel au Nord par la mise à disposition aux éleveurs affectés par la crise de Kits ;
- l’appui à l’acquisition d’intrants vétérinaire, le recensement national du cheptel et la mise en place d’un système d’identification ;
- la promotion de la rizipisciculture et la valorisation des produits de pêche et d’aquaculture ;
- l’appui à l’accès équitable et sécurisé aux ressources forestières ;
- la protection de la faune et de son habitat ;
- la promotion des énergies renouvelables.

Mesdames, Messieurs ;

Le Mali en général, et le monde rural en particulier, compte beaucoup sur la solidarité internationale, la coopération multi et bilatérale pour se relever, reconstruire ses infrastructures et équipements de production dans l’objectif de mieux valoriser son potentiel agricole où il dispose d’avantages comparatifs certains, notamment dans les domaines de l’élevage, de la production céréalière et la protection de son environnement.

Vive la FAO pour que disparaissent partout dans le monde la faim et l'insécurité alimentaire.

Je vous remercie de votre attention.